

# LA LETTRE DU SNES-FSU DE L'ARIÈGE

Septembre-Octobre 2020

## EDITO: LA CRISE SANITAIRE A BON DOS...

Profitant de l'effet d'aubaine que lui a offert l'épidémie, le ministre a décidé de passer à la vitesse supérieure. Après l'épreuve du confinement, les profs sont prêts pour la numérisation complète de leur métier, de leur classe, de leur enseignement. Faisant feu de tout bois, le ministre décrète fin juin les États généraux du numérique pour acter la mise en oeuvre du passage au tout-numérique. Les start-up de la Ed-Tech sont sur les dents et fourmillent d'idées innovantes, du petit robot pour apprendre la géométrie jusqu'à la valisette à roulettes à disposition de l'enseignant pour qu'il puisse se filmer en classe. Le présentiel-distanciel devient la solution à tous les maux de notre école: faire classe à la fois pour ceux qui sont dans les murs et pour les confinés: finies les classes surchargées et pleines de virus. On le comprend aisément, cela dispense le ministère de tout investissement réel dans l'école. La rentrée s'est déroulée comme si rien ne s'était passé, sans aménagement des programmes ou des épreuves du bac. Le message aux enseignants est clair: débrouillez-vous avec vos élèves à 30 ou 36 par classe. Et l'année prochaine, on attend encore près de 2000 suppressions de poste alors que le nombre d'élèves augmente. Il ne restera plus qu'à chaque famille à investir individuellement dans le capital humain de son apprenant...

## RENTREE SCOLAIRE : UN MASQUE CACHE-MISERE ?

Seule mesure réellement prise par le gouvernement, le port du masque complique, comme pour l'ensemble des salariés, notre exercice professionnel. Mais l'obligation de son port ne peut servir de cache-misère ni de prétexte au refus de rechercher des solutions complémentaires ou de dégager des moyens comme cela a pu être fait dans d'autres secteurs. De ce point de vue, le SNES-FSU dénonce la non-anticipation depuis six mois d'une situation pourtant prévisible, et ce alors même que nous avons fait des propositions concrètes dès le mois de juillet: trouver en urgence des locaux, placer des ALGECO, recruter les lauréats aux concours sur liste complémentaire par exemple auraient permis d'abaisser le nombre d'élèves par classe, et peut-être d'éviter de nous obliger en permanence à rester masqués. Pourquoi en juin pouvions-nous enlever le masque et devient-il obligatoire en septembre? Si ce n'est qu'une question d'effectifs, alors il fallait prendre les bonnes décisions pour éviter d'infliger cela aux personnels et aux élèves. Dans certains lycées de notre département, quelques HSE généreusement distribuées pour faire du rattrapage pendant les vacances ne suffiront pas à remédier à six mois d'interruption de scolarité.

Sur le plan du suivi scolaire, les absences tournantes des élèves rendent difficile le suivi pédagogique. Mais attention à la soi-disant « continuité pédagogique », à l'initiative le plus souvent des chefs d'établissement qui aimeraient nous voir cumuler présentiel et distanciel. Le SNES-FSU rappelle que les ORS des enseignants limitent à 18h ou 15h le temps de travail devant élèves, et ne cadrent pas les missions liées, qui doivent rester à l'initiative des collègues. La charge de travail ne peut être alourdie au prétexte de la crise, et on ne peut pas laisser croire qu'une vidéo ou des supports pédagogiques mis en ligne pourraient remplacer un cours en présentiel. La période de confinement a bien montré que c'était non seulement faux mais en plus très inégalitaire.

Avec les syndicats de la FSU, il faut continuer à exiger un véritable plan de rattrapage pour l'école, comme l'état a pu le faire pour les entreprises privées.

## **ÉTATS GÉNÉRAUX DU NUMÉRIQUE : POURQUOI NOUS N'Y SOMMES PAS ALLÉS !**

Au mois de juin dernier, le ministre Blanquer a lancé une large consultation sur le numérique vers les enseignants et les différents partenaires institutionnels ou privés de l'éducation nationale. Aujourd'hui, à tous les niveaux, les recteurs, les inspecteurs d'académie, les chefs d'établissements nous convient dans un grand effet de manche démocratique à venir y participer. Dans quel but ? S'agit-il de s'interroger ensemble sur le bien-fondé de la numérisation de l'éducation nationale ? De questionner les objectifs ou le socle idéologique sur lequel repose cette numérisation ? Certainement pas, il ne s'agit pas de venir poser des questions mais de (nous citons) « renforcer la stratégie numérique éducative ». Si les conclusions sont données avant la consultation, à quoi bon s'y rendre ? L'éducation nationale est déjà largement numérisée : les ordinateurs sont dans toutes les salles de classe, certains d'entre nous ne font plus cours qu'avec le vidéo-projecteur, bon nombre de matières scientifiques s'enseignent majoritairement avec le numérique. Que faut-il de plus ? La COVID, dans l'éducation comme dans beaucoup de secteurs économiques, aura eu au moins cet effet de transformer à marche forcée la société et de la rendre toujours plus dépendante de la technologie et des marchands du numérique. L'effet d'aubaine qu'a constitué le télétravail pour les GAFAM ne demande plus qu'à être avalisé par notre institution, qui y voit un magnifique gisement d'économie en personnel. Fini les classes surchargées : le distanciel-présentiel va alléger les effectifs à moyens constants.

Ces États généraux du numérique au titre pompeux ne sont qu'un effet de communication au même titre que la défunte convention citoyenne pour le climat. Pendant que le peuple discute, les gouvernants gouvernent et prennent les décisions avant de consulter. Cela s'appelle "faire vivre la démocratie dans les territoires » en jargon techno-gouvernemental mais ça n'est qu'un vernis pour rendre acceptable sous couvert de discussions démocratiques l'inacceptable. L'orientation est décidée depuis longtemps, il faut toujours davantage numériser l'éducation nationale pour la rendre plus innovante, c'est-à-dire ouverte sur le marché de la concurrence (« l'intégrer à son éco-système » en jargon néolibéral) et surtout plus disponible pour la Ed'Tech. Faut-il rappeler le gisement colossal d'argent que représente le numérique éducatif, et le poids énorme des entreprises, depuis Microsoft jusqu'aux start-ups locales, qui poussent à la numérisation ?

Le prétexte de la « fracture numérique » à réduire reste encore pertinent. Mais, c'est toujours au nom des plus démunis, des plus faibles, des plus fragiles, qu'il faut d'urgence numériser, équiper, suréquiper alors que les besoins de ces personnes se trouvent ailleurs.

Parce que nous défendons une autre vision de l'éducation, plus humaine, et tournée vers l'élève plutôt que vers l'écran, nous ne participerons pas à cette réunion dont les conclusions sont écrites à l'avance.

**SNES-FSU 09 :**

**Vous souhaitez réagir à notre lettre d'information ? : n'hésitez pas à écrire à [snés09@toulouse.snes.edu](mailto:snés09@toulouse.snes.edu)**

**Et retrouvez nos contacts téléphoniques et l'actualité syndicale du département sur notre site [fsu09.fsu.fr](http://fsu09.fsu.fr)**